



**MESSAGE CONJOINT**  
**DE M. BAN KI-MOON, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES,**  
**ET DE MME IRINA BOKOVA, DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'UNESCO,**  
**À L'OCCASION DE LA JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE**

3 mai 2014

**« *La liberté des médias pour un avenir meilleur : élaboration du Programme de développement pour l'après-2015* »**

Cette année, la communauté internationale a une occasion, qui ne se présente qu'une fois en une génération, de préparer pour le développement durable un programme à long terme qui succédera aux Objectifs du Millénaire pour le développement lorsqu'ils arriveront à terme en 2015. La bonne exécution de ce programme exigera que toutes les populations jouissent des droits fondamentaux à la liberté d'opinion et d'expression. Ces droits sont essentiels à la démocratie, la transparence, l'obligation redditionnelle et l'état de droit. Ils sont vitaux pour la dignité humaine, le progrès social et le développement inclusif.

La *Journée mondiale de la liberté de la presse* souligne l'importance de médias indépendants, libres et pluralistes pour protéger et promouvoir ces droits. Le journalisme est un moyen de débattre de manière éclairée sur un large éventail de questions de développement – depuis les défis environnementaux et le progrès scientifique jusqu'à l'égalité des genres, en passant par la participation des jeunes et la consolidation de la paix. Ce n'est que lorsque les journalistes sont libres de surveiller, d'enquêter et de critiquer les politiques et les actions, qu'une bonne gouvernance peut exister.

Même au-delà de 2015, nous devons faire face à de graves menaces à l'encontre de la liberté de la presse dans le monde. Dans de nombreux pays, les journalistes et autres professionnels des médias sont, pour rendre compte de la vérité, confrontés à des obstacles systématiques allant de la censure, l'arrestation et l'emprisonnement à l'intimidation, les attaques, voire l'assassinat. Ces abus intolérables sont la preuve que la liberté de la presse, et les droits de l'homme qui la sous-tendent, sont extrêmement fragiles et doivent être activement défendus.

L'Assemblée générale des Nations Unies a condamné sans équivoque toutes les attaques et violences contre les journalistes et le personnel des médias. Les gouvernements et tous les organismes et personnalités influentes doivent désormais réagir à cette condamnation en protégeant les journalistes et autres professionnels des médias. Les Nations Unies sont prêtes à jouer leur rôle. Les organismes des Nations Unies coopèrent déjà entre eux, et avec d'autres partenaires, sous la direction de l'UNESCO afin de créer un environnement libre et sûr pour les journalistes et les professionnels des médias du monde entier.

En cette *Journée mondiale de la liberté de la presse*, nous appelons tous les États, toutes les sociétés et tous les particuliers à défendre activement la liberté d'expression et la liberté de la presse en tant que droits fondamentaux et contributions cruciales à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et la promotion du Programme de développement pour l'après-2015

Ban Ki-moon

Irina Bokova